

Informations personnelles

Nom et prénom : du Castel Viviane

Pays d'origine : France

Adresse : 15 rue de Mézières 75006 Paris

@ : v.ducastel@orange.fr; viviane.du-castel@u-pec.fr

Affiliation institutionnelle : LIPHA - Laboratoire Interdisciplinaire d'étude du Politique-Hannah Arendt- Univ Paris Est Créteil, LIPHA, F-94010 Créteil, France 2

De l'autonomie stratégique à la souveraineté énergétique de l'UE : enjeux et défis sécuritaires pour l'Union européenne

Les transitions énergétiques et numériques sont des leviers de projection internationale des problématiques de sécurité européenne en lien avec la Boussole stratégique en création (gestion de crise, résilience, développement capacitaire et partenariats) et la PSDC (article 42 du traité sur l'Union européenne) pour un consensus européen d'autonomie stratégique et de souveraineté énergétique. Cette stratégie s'inscrit dans la continuité des engagements internationaux de l'Union.

L'énergie, notamment digitale, répond aux nouveaux enjeux et défis sécuritaires de l'Union européenne. Elle est un vecteur de gouvernance vers une réappropriation de la sécurité européenne face aux menaces hybrides. Elle se positionne sur des logiques transversales de sécurité (approvisionnements et des infrastructures) vers une reterritorialisation européenne (espace intérieur, citoyens) pour un renforcement de la puissance (identité de défense partagée). Celle-ci s'accompagne d'une gouvernance cohérente, responsable et transparente axée sur une co-conception entre société civile et Etats pour les décisions stratégiques (villes, transports et industries intelligentes, mobilité, Blockchain, initiative européenne d'intervention).

Cet article vise la reterritorialisation de la sécurité de l'UE grâce à l'énergie, vecteur stratégique d'autonomie stratégique et de souveraineté énergétique dans un écosystème en disruption où la politique étrangère européenne s'arrimera sur la boussole stratégique (résilience, cybernétique, secteurs stratégiques).

Le Brexit a été un accélérateur de la politique étrangère stratégique et de sécurité européenne vers une mutualisation structurée, permanente et intergouvernementale et opérationnelle (capacités et structures de sécurité renforcées, coopération, Agence européenne de défense, assistance mutuelle) dans des opérations et missions de gestion de crises internationales (militaires et civiles) en commun dans l'écosystème européen. Les théâtres d'intérêts communs sont des tournants géopolitiques décisifs face à des rivaux systémiques : Afrique, Europe orientale, Moyen-Orient, terrorisme, cybernétique. La boussole stratégique sera un levier pour le pilotage et l'appropriation sécuritaire.

La stratégie globale de sécurité européenne est-elle le vecteur de l'autonomie stratégique et de la souveraineté énergétique de l'Union européenne ? L'énergie numérique permettra-t-elle une mutualisation cohérente des intérêts, enjeux et défis communs, par une approche inclusive et résiliente, pour une Europe-puissance aux côtés de l'OTAN ? La boussole stratégique sera-t-elle un instrument de reterritorialisation de la sécurité européenne ? Se dirige-t-on vers un nouvel « art de la guerre » numérique ?

Ici, l'hypothèse de recherche se focalise sur les enjeux sécuritaires de l'UE dans un contexte d'autonomie stratégique et de souveraineté énergétique où la boussole stratégique est un outil d'opportunités et d'évolution face aux enjeux critiques.

L'Union européenne, avec la boussole stratégique, se réapproprie sa sécurité par une gouvernance de puissance et d'influence territoriale (smart power) où l'énergie est un levier de mutualisation des intérêts vers des objectifs de sécurité et de reterritorialisation communs. Le réveil sécuritaire renforce l'autonomie stratégique et la souveraineté énergétique 3

(gouvernance des infrastructures énergétiques transeuropéennes, hydrogène, neutralité carbone).

Cet article se positionne sur deux axes. Le premier repose sur un écosystème en mutation obligeant à une réappropriation et une reterritorialisation de la sécurité européenne. Le deuxième s'ancre sur les réponses de l'UE aux enjeux et défis stratégiques et souverains, notamment dans le domaine énergétique.